La Grande Conversation

*La revue de **Terra Nova***

En Espagne, Pedro Sánchez peut gagner son pari

Monde

Par Eduardo Bayón

Analyste politique et consultant en communication publique

Publié le 22 octobre 2026

La convocation anticipée des élections le 29 novembre intervient à un moment où le logement est la principale préoccupation des citoyens et où le bloc progressiste a besoin de mobiliser un électorat plus réticent à se rendre aux urnes. Le pari de Sánchez consiste à faire porter le prochain scrutin sur le blocage des politiques sociales avant que l'usure du gouvernement ne domine la campagne.

Lundi 5 octobre, à neuf heures du matin, sur les marches du bâtiment du Conseil des ministres, Pedro Sánchez a annoncé la convocation d'élections législatives pour le 29 novembre, après avoir mûri cette décision tout au long du week-end.

Cette décision est la conséquence du vote du vendredi précédent au Congrès, au cours duquel **le PP, Vox et Junts le parti indépendantiste catalan de droite ont empêché la validation des deux décrets sur le logement issus de l'expulsion de Maricarmen**, une personne âgée chassée de son logement par un promoteur, décédée depuis à l'hôpital, dont le sort avait ému le pays. À première vue, il apparaît que **le président du gouvernement a dissous les Cortes au meilleur moment possible parmi ceux qui se profilaient d'ici juillet 2027**. Les mobilisations en faveur du logement et la tension électorale offrent au bloc progressiste l'occasion de mobiliser un électorat qui, jusqu'à présent, paraissait « endormi » dans les sondages.

Un vote sur le blocage des politiques sociales

Le malaise suscité dans la mouvance progressiste par le rejet des deux décrets sur le logement permet de mettre cette question en avant à titre d'exemple des deux modèles en compétition, celui du bloc de droite et celui de l'actuel gouvernement de coalition. De plus, cela évite que les élections ne portent exclusivement sur la gestion de l'exécutif et sur l'usure dont celui-ci pourrait souffrir après huit ans au pouvoir. La décision du Premier ministre lui permet de cadrer l'agenda de la campagne pour plusieurs raisons. La première raison est le moment choisi, marqué par la question du logement. Il ne s'agit pas seulement des événements de ces dernières semaines : cette problématique arrive en tête du baromètre du CIS depuis près de deux ans. En janvier, 42,6 % des personnes interrogées la citaient et, en mai, ce chiffre atteignait 48,8 %, son plus haut niveau historique. Il y a quinze ans, c'était le chômage qui préoccupait le plus les citoyens ; aujourd'hui, c'est l'accès au logement, et cette préoccupation est encore plus forte chez les jeunes. Aucun autre sujet ne suscite à la fois autant d'inquiétude, autant de mobilisations dans la rue et ne fait l'objet d'un vote parlementaire aussi récent et clivant.

La deuxième raison tient à l'appropriation du sujet. Les campagnes sont généralement remportées par ceux qui parviennent à faire voter sur les sujets pour lesquels l'électorat les considère comme les plus crédibles, les plus proches de ses positions et les meilleurs gestionnaires de cette problématique. Le logement est l'un des sujets sur lesquels la position du gouvernement — protection contre les expulsions, maîtrise des loyers, limitation des fonds spéculatifs — coïncide avec celle de la majorité sociale, comme on le constate ces dernières semaines dans la rue et dans les chiffres. L'alternative proposée par le PP, à savoir moins d'impôts et une offre de marché plus importante, ne répond pas à l'urgence de ceux qui ont reçu un avis d'expulsion pour le mois prochain. En revanche, en matière d'immigration ou concernant la crise de Ceuta, le débat favorise la droite.

La troisième raison tient à la répartition des responsabilités. Diviser le projet en deux décrets visait à garantir l'adoption du premier, contenant les mesures les plus fondamentales, après le choc provoqué par l'expulsion de Maricarmen et le campement de la place de Sol. Le rejet final des deux textes, favorisé par Junts lors d'un vote par appel nominal, fournit la **liste de ceux qui ont rejeté la protection contre les expulsions jusqu'en 2030 et contre les limites imposées aux achats spéculatifs**. Le vote du 2 octobre au Parlement permet à l'exécutif d'attribuer à l'opposition la responsabilité de l'absence de mesures en matière de logement. Ainsi, la question devient : qui a empêché cela ?

À tout cela s'ajoute la décision du gouvernement d'adopter à nouveau les deux décrets en Conseil des ministres afin qu'ils entrent en vigueur immédiatement et soient validés par la Députation permanente, dont la composition, les Cortes étant dissoutes, ne nécessite pas le soutien de Junts. **On assiste ainsi à un scénario dans lequel la question du logement non seulement inaugure la campagne, mais fera à nouveau l'objet**

d'un vote en plein milieu de celle-ci, tandis que les mobilisations et le campement à Sol se poursuivent.

Une course encore ouverte

Les sondages publiés avant l'annonce des élections montrent une droite hypermobilisée, ce qui se traduirait par une nette majorité parlementaire. Cela dit, il convient d'analyser toutes les données qu'ils fournissent, car la situation n'est pas aussi simple qu'il n'y parait à première vue. Le bloc progressiste n'a pas perdu de terrain parce que ses électeurs se seraient tournés vers la droite. Ce n'est pas tant que l'électorat qui, en 2023, avait opté pour le PSOE ou pour Sumar ait désormais l'intention de voter pour le PP ou pour Vox, mais plutôt qu'une partie de celui-ci se montre réticente à se rendre aux urnes. Il convient de rappeler à ce stade qu'il s'agit de sondages réalisés avant l'annonce des élections et que, par conséquent, la question ne mentionnait pas de date précise. Un sondage plus récent du CIS montre que la compétition sera très disputée.

La preuve que les formations qui composent le gouvernement conservent la capacité de renverser la tendance des sondages se trouve dans les données brutes mêmes que ceux-ci fournissent. Lorsque l'on interroge directement les personnes interrogées sur leur intention de vote, le PSOE s'en sort bien mieux que ne le reflètent les gros titres ou les estimations des instituts de sondage eux-mêmes. Le problème de la gauche n'est donc pas une question de préférence, mais d'intensité.

C'est précisément ce terrain que l'appel à la mobilisation cherche à transformer dans le contexte des manifestations pour le logement. L'avance de la droite dans les sondages, fondée sur l'abstention de l'adversaire, peut s'avérer bien plus fragile qu'une avance fondée sur la conversion de ses électeurs, car elle dépend de la démobilisation. Dans cette optique, le rejet des décrets sur le logement par la coalition du PP, de Vox et de Junts, alors que c'est la question qui préoccupe le plus les

Espagnols, est exactement le genre d'épisode capable de susciter chez l'électeur l'envie de se rendre aux urnes afin que sa participation influence la réalité politique et sociale du pays.

Ce précédent invite à ne rien considérer comme acquis. En juillet 2023, Sánchez a avancé la date des élections législatives après avoir perdu les élections régionales et municipales, alors que les sondages prédisaient une défaite cuisante, un avenir presque tout tracé et inévitable, et les socialistes ont finalement obtenu un score supérieur à ce que leur prédisaient presque tous les sondages. À cette occasion, l'idée de changement s'est inversée. Ce résultat ne s'explique pas par le fait que la gauche ait ravi des électeurs à la droite, mais plutôt par le retour au scrutin de ses propres électeurs, qui ont décidé de soutenir les partis au pouvoir. La question qui se pose ces dernières semaines est, au fond, toujours la même :la question du logement parviendra-t-elle à mobiliser ceux qui se disent encore progressistes et à les inciter à voter en tant que tels le 29 novembre. S'ils le font, la course électorale restera ouverte.

Il existe par ailleurs une variable qui n'entre pas en jeu en Espagne. Vingt-six jours avant le 29 novembre, les États-Unis tiendront leurs élections de mi-mandat, que les démocrates abordent avec plusieurs points d'avance dans les intentions de vote pour le Congrès et avec une cote de popularité de Donald Trump inférieure à 40 %. Une défaite claire du trumpisme briserait le sentiment d'une vague réactionnaire inévitable sur laquelle repose une grande partie du discours conservateur, et démontrerait que cette vague peut être freinée dans les urnes. Il existe une autre alternative : que le président refuse de reconnaître un résultat défavorable, ce qui, avec l'assaut du Capitole de janvier 2021 comme précédent, remettrait au cœur du débat la défense de la démocratie, qui continue de mobiliser l'électorat progressiste. Pour un bloc dont le problème réside dans cette intensité de la mobilisation, novembre pourrait apporter de l'extérieur un nouvel élan fédérateur.

Convoquer un vote tant qu'il est encore possible de choisir

Rien de ce qui précède ne garantit la victoire du bloc de gauche, mais **la lutte se déroulera bel et bien sur le terrain le plus favorable possible**. Les autres scénarios passaient par un budget qui serait rejeté par Junts ou par neuf mois d'impasse parlementaire empêchant l'adoption de politiques à forte portée sociale. Face à ces scénarios, Sánchez a choisi de soumettre au vote la question qui préoccupe le plus les Espagnols, le logement, **avec un adversaire mis en évidence lors d'un vote par appel nominal, alors que la rue est toujours mobilisée et que cette décision change la donne pour les partis de droite**. Pour toutes ces raisons, le moment choisi correspond à celui où le scrutin porte encore sur autre chose que l'usure du pouvoir. Reste à savoir si ceux qui se sont mobilisés en faveur du logement, sur les places et chez eux, face aux images de l'expulsion de Maricarmen et du campement de la place de Sol, se rendront également aux urnes. Ce qui semble clair, en revanche, c'est que Sánchez a su saisir l'opportunité du moment.